

Survival



Pour les peuples
autochtones, la nature
et toute l'humanité

Survival International - Rapport annuel 2017

**Nous avons besoin
de Survival pour
continuer à lutter
pour notre planète**

50
ans

OBJECTIFS ET ACTIVITÉS

OBJECTIFS

Survival International est le mouvement mondial pour les droits des peuples autochtones. Nous aidons les peuples autochtones à défendre leurs vies, protéger leurs terres et déterminer leur propre avenir. Nos principaux objectifs sont les suivants :

- promouvoir de bonnes relations interculturelles entre autochtones et non autochtones dans l'intérêt de tous en tâchant d'éliminer toute discrimination basée sur la nationalité ou les origines ethniques ;
- réduire la pauvreté, la malnutrition et les problèmes de santé chez les peuples autochtones ;
- promouvoir, dans l'intérêt de tous, les droits fondamentaux des peuples autochtones (tels que l'établissement la Déclaration universelle des droits de l'homme et les conventions et déclarations ultérieures des Nations Unies, en particulier les Conventions 107 et 169 de l'Organisation internationale du travail) ;
- encourager l'éducation et la recherche autour de l'histoire, des institutions et des modes de vie des peuples autochtones ; publier et diffuser les résultats de ces recherches ;
- promouvoir et soutenir toute activité de bienfaisance d'intérêt public concernant les peuples autochtones que les administrateurs de Survival jugeront opportune.

ACTIVITÉS

Pour atteindre ces objectifs, Survival :

- travaille en partenariat avec les peuples autochtones, en leur offrant une plateforme pour s'adresser au monde ;
- entreprend des recherches en territoires autochtones, en particulier là où la survie des peuples autochtones est menacée et où sévissent de graves violations de leurs droits fondamentaux ;
- fait usage de ces informations pour informer le public sur les cultures autochtones et faire connaître les problèmes rencontrés par les peuples autochtones ;
- vise à éliminer les discriminations et les préjugés envers les peuples autochtones et promeut les législations qui protègent leurs droits ;
- soutient les activités des organisations qui représentent les peuples autochtones ainsi que d'autres organisations avec des objectifs similaires ;
- soutient des projets auprès des communautés autochtones.

INTÉRÊT PUBLIC

Toutes nos activités visant à défendre la vie des peuples autochtones et à protéger leurs terres bénéficient aussi bien aux peuples concernés qu'au grand public. Il y a 370 millions d'autochtones à travers le monde, dont 150 millions font partie de peuples tribaux, ce qui constitue un enrichissement extraordinaire de la diversité de l'humanité. Nous sommes également convaincus que nos efforts pour mettre les peuples autochtones – les meilleurs gardiens du monde naturel – à la tête du mouvement de protection de la nature bénéficient à l'humanité toute entière.

BILAN DES ACTIVITÉS & RÉSULTATS

PRINCIPALES CAMPAGNES

« Peuples non contactés »

Les tribus non contactées sont les peuples les plus vulnérables de la planète. Nous en savons très peu à leur sujet, mais nous savons qu'il en existe plus de cent à travers le monde. Nous savons aussi que des groupes entiers sont anéantis par la violence perpétrée par des intrus, qui volent leurs terres et leurs ressources, et par des maladies telles que la grippe et la rougeole contre lesquelles ils n'ont aucune immunité.

Considéré comme une autorité mondiale sur la question des peuples non contactés, Survival milite avec succès pour la protection de leurs terres depuis 1969. Nos objectifs sont simples : protéger leurs terres et s'assurer que leur droit à rester « non contactés » soit respecté. Ce n'est qu'à ces conditions que ces peuples, et l'environnement dont ils dépendent, continueront à prospérer.

Film

En 2017, nous avons lancé une nouvelle campagne vidéo dans laquelle apparaissaient Sir Mark Rylance et Gillian Anderson, tous deux ambassadeurs de Survival. Ce film a marqué une étape majeure dans notre action, permettant de gagner à la cause de Survival un grand nombre de nouveaux sympathisants et de mettre en lumière l'urgence et la menace auxquelles sont confrontés de nombreux peuples non contactés dans le monde. Notre service de relations publiques a mis en place une stratégie de communication en deux temps : les célébrités qui nous soutiennent ont partagé la vidéo avec leur « followers » afin de toucher un nouveau public et, parallèlement, le film a été diffusé auprès de festivals de cinéma. Plus important encore : le film a reçu un accueil positif de la part de personnes autochtones elles-mêmes. En ces temps de crise pour les tribus non contactées – en particulier à cause des réductions des budgets pour la protection des terres autochtones au Brésil –, ce retour positif est essentiel.

La Frontière de l'Amazonie isolée

La Frontière de l'Amazonie isolée est un territoire à cheval sur la frontière entre le Pérou et le Brésil ; elle abrite la plus forte concentration de peuples non contactés au monde. C'est par conséquent un territoire d'une importance vitale. En 2017, nous avons continué à attirer l'attention de l'opinion publique sur la détresse ressentie par ces peuples, menacés par les mineurs, les bûcherons et tous ceux qui cherchent à leur imposer un contact non souhaité.

En mars, des années de campagne ont fini par porter leurs fruits : après une victoire emportée de haute lutte par Survival, la compagnie pétrolière canadienne Pacific E&P s'est retirée du territoire d'un peuple non contacté au Pérou. Cette décision marque une grande victoire pour la région, pour les Matsés et pour la campagne de Survival. Elle fait suite à des années de lobbying auprès du gouvernement péruvien, d'une campagne de mails envoyés au directeur de l'entreprise et d'actions militantes sur les réseaux sociaux, parmi lesquelles la très réussie « manifestation virtuelle » au cours de laquelle 400 sympathisants ont publié critiques et commentaires négatifs sur le mur Facebook de Pacific E&P.

En septembre, nous avons appris une terrible nouvelle : une dizaine de membres d'un peuple non contacté, sans doute membres des *Flecheiros* (le Peuple de la Flèche) dans le territoire de la vallée du Javari dans l'ouest du Brésil, auraient été assassinés par des chercheurs d'or. Les *Flecheiros* se sont retrouvés particulièrement exposés suite à la baisse drastique des financements publics destinés à protéger leurs terres et à la fermeture de plusieurs postes de surveillance dans la vallée du Javari. Survival a immédiatement pris les mesures nécessaires pour informer l'opinion publique de ce massacre et tenir formellement responsable le gouvernement brésilien. Nous avons fait pression sur ce même gouvernement afin qu'il diligente une enquête circonstanciée et nous sommes employés à ce que la nouvelle fasse les gros titres de la presse du monde entier et soit couverte en plusieurs langues. Notre communiqué de presse a jeté un pavé dans la marre et, grâce aux efforts de notre service de communication, la violence et la sauvagerie de cette attaque ont été relayées par des dizaines de grands médias internationaux. Ce genre de « publicité » constitue une arme essentielle

dans notre combat pour obtenir du Brésil qu'il fasse davantage pour la protection des tribus non contactées. L'attention des médias a ajouté une pression supplémentaire sur le gouvernement, qui a ordonné la fermeture de dix dragues illégales destinées à l'exploitation minière et a réouvert les postes de surveillance. Cette médiatisation a également eu pour effet de sensibiliser le grand public à la situation des peuples non contactés et plus globalement à nos actions militantes.

Awá, Brésil

Grâce aux années de recherche et de plaidoyer menées par Survival pour expulser les bûcherons du territoire des Awá, ces derniers, dans certaines régions, se portent aujourd'hui beaucoup mieux qu'il y a quelques années. Là où leurs terres sont protégées, nos observations montrent que leur situation s'est nettement améliorée. Cependant, les tribus isolées sont toujours en danger, surtout dans la région d'Arariboia, qui est cernée par la déforestation et menacée de l'intérieur par les bûcherons. Les Gardiens de l'Amazonie, un groupe constitué de membres du peuple guajajara au Brésil, travaillent dans cette région afin de protéger leurs terres et d'empêcher le génocide de leurs voisins non contactés, les Awá. En août, ils se sont rendus dans une ville voisine pour organiser, pour la première fois, une manifestation. Alors que les Gardiens réclamaient une aide urgente, Survival a su assurer une visibilité internationale à leur manifestation et à leur travail essentiel. Nous avons fait pression sur le gouvernement brésilien afin qu'il soutienne leurs actions, en démontrant que les Gardiens de l'Amazonie sont les mieux placés pour protéger leurs terres des bûcherons illégaux. Nous avons continué à les soutenir de différentes façons afin que les Gardiens puissent poursuivre leur mission essentielle. Par ailleurs, nous avons relayé un mail écrit par les Gardiens de l'Amazonie eux-mêmes, demandant à nos sympathisants de contacter le gouvernement brésilien et de l'exhorter à financer le travail assidu des Gardiens. Cette campagne a été un véritable succès et a abouti à l'envoi de milliers de mails aux autorités brésiliennes.

Ayoreo, Paraguay

Les Ayoreo sont le dernier peuple d'Indiens non contactés hors d'Amazonie et leur région est menacée par le plus fort taux de déforestation au monde. Après des décennies à lutter pour leurs terres, des pourparlers ont été entamés en mars suite à une demande officielle envoyée par les Ayoreo et l'association locale GAT à la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH). Sous la supervision d'un fonctionnaire de l'ONU, des réunions mensuelles ont réuni des représentants du gouvernement et des leaders ayoreo. Ces négociations historiques ont malheureusement échoué à mettre un terme à la déforestation dans cette région. Six mois après le début des négociations, les Ayoreo attendaient toujours une action du gouvernement pour protéger leurs terres. Nos équipes ont suivi de près la situation et publié un communiqué de presse pointant du doigt l'échec des pourparlers.

Kawahiva, Brésil

En 2017, Survival a continué à faire pression sur le gouvernement brésilien afin qu'il cartographie le territoire des Kawahiva. Malgré le succès rencontré par notre campagne en 2016, lorsque les autorités avaient officiellement reconnu les frontières des terres des Kawahiva, la situation demeure précaire. Tant que celles-ci ne bénéficient pas du plein statut de territoire autochtone, les Kawahiva sont exposés à des contacts de la part d'intrus. Cette région est l'une des plus violentes d'Amazonie : plus cet état de précarité perdurera, plus ils seront à la merci d'intrusions et d'incendies.

En avril, nos équipes ont mis au jour une intrigue par des responsables politiques locaux visant à ouvrir le territoire des Kawahiva à des constructeurs de routes, des bûcherons, des éleveurs et des exploitants de soja. Des conseillers municipaux de Colniza, la commune la plus proche du territoire des Kawahiva – et l'un des endroits les plus violents de la région –, ont rencontré le ministre de la Justice pour obtenir que soit réduite la superficie du territoire autochtone de Rio Pardo ; il s'agit d'un signe évident du sentiment anti-autochtone qui règne au sein des autorités locales. Survival a immédiatement pris les mesures nécessaires pour enjoindre au ministre de la Justice de ne pas céder à cette pression. De plus, nous nous sommes assurés que cette opération choquante était couverte par les médias. D'après nos contacts, l'intensification du lobbying et de la sensibilisation de l'opinion publique a eu un fort impact sur les Kawahiva.

Jarawa, îles Andaman

En 2017, afin de protéger les droits des Jarawa, menacés par une route illégale qui traverse leur forêt, nous avons publié plusieurs communiqués de presse et exercé une pression sur le gouvernement indien. Nous avons obtenu l'ouverture d'une route alternative maritime afin d'empêcher les touristes de traverser en voiture la réserve des Jarawa. Malheureusement, le gouvernement est ensuite revenu sur l'engagement qu'il avait pris de fermer la route aux touristes et n'a pas correctement promu ni encouragé l'utilisation de la route alternative. Nous avons toutefois maintenu notre pression sur les autorités indiennes et exigé qu'elles empêchent les touristes d'utiliser la route traversant la forêt.

Nos actions de lobbying se sont également portées sur l'échec du gouvernement à protéger efficacement la réserve des Jarawa des braconniers. En dépit de l'existence de lois strictes, il est courant que des braconniers pénètrent dans la réserve et mettent en danger la survie des Jarawa. Ceux qui sont arrêtés sont systématiquement libérés sur caution et sont à même de récidiver.

Les droits des peuples non contactés

Les coupes budgétaires subies par le département brésilien des affaires autochtones (FUNAI), ont menacé de sérieusement affaiblir la protection des territoires des peuples non contactés. Nous avons fait appel à nos sympathisants à travers plusieurs mails afin de réagir contre cette coupe budgétaire. Cette campagne, qui avait pour but d'empêcher le budget d'être sabré, a été une réussite : même si les financements alloués au département des peuples non contactés de la FUNAI ont été réduits, ils ne l'ont pas été autant qu'initialement prévu, et ce grâce au lobbying, aux protestations et aux opérations de médiatisation réalisés par Survival. Par ailleurs, nous avons relayé avec succès l'appel de plusieurs leaders autochtones, dont David Kopenawa Yanomami, en leur donnant la possibilité de s'adresser directement aux sympathisants et de se battre pour leurs droits territoriaux.

Survival a également contacté Claire Perry, alors secrétaire d'État à l'Énergie et au Changement climatique du Royaume-Uni, pour exiger des détails sur le financement germano-britannique des régions d'Acre et du Mato Grosso destiné à combattre la déforestation et pour attirer l'attention sur le manque de protection des peuples non contactés.

« Protection de la nature »

Les peuples autochtones gèrent les environnements dont ils dépendent depuis des millénaires et les preuves montrent qu'ils savent mieux que quiconque prendre soin de leur environnement. Ils sont les meilleurs défenseurs de l'environnement et gardiens du monde naturel et nous nous efforçons pour ces raisons de faire en sorte qu'ils soient à la tête du mouvement environnemental.

Mais les peuples autochtones sont illégalement expulsés de leurs terres ancestrales au nom de la protection de la nature et accusés de « braconnage » parce qu'ils chassent pour nourrir leurs familles. Ils sont arrêtés et passés à tabac, torturés et tués par des équipes anti-braconnage financées par de grandes organisations occidentales de conservation de la nature, alors que les amateurs de chasse aux trophées sont encouragés. Mais cibler les chasseurs autochtones dévie l'attention de la lutte contre les véritables braconniers – des criminels qui complotent avec des fonctionnaires corrompus. Cibler les chasseurs autochtones nuit à la protection de la nature.

Survival International mène la lutte contre les abus à l'encontre des peuples autochtones au nom de la protection de la nature : pour les peuples autochtones, la nature et toute l'humanité.

Peuples autochtones du bassin du Congo

Suite à l'admission, en accord avec les principes directeurs de l'OCDE, de la plainte de Survival contre le WWF auprès du Point de contact national suisse en 2016, l'annonce en janvier 2017 que la plainte avait été reçue a suscité un grand intérêt et notre équipe de relations presse s'est assurée d'obtenir une vaste couverture médiatique pour cette affaire historique. Pour la première fois, une plainte contre une ONG avait été acceptée, démontrant que des organisations caritatives à échelle industrielle, telles que le WWF, pouvaient et devaient respecter les mêmes normes que les multinationales en vertu des principes directeurs de l'OCDE. Des membres de l'équipe de Survival se

sont rendus en Suisse pour prendre part à la médiation et convaincre le WWF de respecter sa propre politique en matière de droits autochtones. La médiation a pris fin avec le retrait de Survival, le WWF ayant refusé d'accepter qu'il était nécessaire que les Baka donnent leur consentement quant à la façon dont les zones de conservation sur leurs terres seront gérées à l'avenir. Cependant, le processus a été extrêmement utile pour créer un précédent que d'autres pourraient suivre : les organisations de protection de la nature peuvent être tenues responsables d'atteintes aux droits humains en vertu des principes directeurs de l'OCDE. Survival a obtenu un aperçu très utile des politiques et des attitudes du WWF, et nous continuons à faire pression sur l'organisation pour qu'elle arrête de nuire aux Baka et qu'elle respecte la loi et ses propres lignes directrices. Nos enquêteurs ont soumis des plaintes supplémentaires auprès du WWF par le biais de son propre mécanisme de plainte, ce qui n'a donné aucun résultat. Cela prouve que le mécanisme n'est pas adapté à l'usage prévu.

Survival a également révélé que le WWF avait cité la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, Victoria Tauli-Corpuz, qui aurait félicité le travail du WWF dans son rapport sur la protection de la nature et les droits des peuples autochtones. Tel n'était pas le cas et, en novembre 2017, après que Survival ait mis cela en lumière, elle publia une déclaration à cet effet : « Je voudrais saisir cette occasion pour clarifier une déclaration faite dans mon rapport qui a été mal utilisée par le WWF, qui s'en est servi pour se défendre contre les critiques à son encontre concernant son travail au Cameroun. [...] Il n'est pas acceptable que le WWF ait utilisé mon rapport dans ce but. Je conseillerais au WWF de sérieusement examiner les allégations et d'agir en conséquence, au lieu d'adopter une attitude défensive. »

Au cours de l'année, nous nous sommes efforcés d'accroître la visibilité de la situation dans le bassin du Congo. Nous avons continué à faire pression sur le WWF au sujet de ses autres méfaits, tels que les partenariats avec des exploitants forestiers et des industries qui détruisent l'environnement et ses plus grands alliés, les peuples autochtones. En mai, Survival a décerné à WWF le prix de « L'écoblanchiment de l'année » pour ses partenariats avec sept sociétés forestières dans le bassin du Congo, couvrant près de 4 millions d'hectares de forêt appartenant aux « Pygmées » baka et bayaka. Nous avons également publié un rapport intitulé « Le WWF et les exploitants forestiers », qui décrit l'histoire jusque-là inconnue de ces partenariats et détaille les accusations d'exploitation forestière illégale et non durable contre les entreprises. En juin, nous avons publié notre rapport sur la manière dont la Wildlife Conservation Society (WCS), basée au zoo du Bronx, finance et contribue aux atteintes aux droits humains en République du Congo. Pour coïncider avec ce rapport, nous avons organisé un « rassemblement virtuel », encourageant les sympathisants à publier des commentaires négatifs sur WCS. Cela a considérablement réduit leur note moyenne et a plus généralement été un désastre pour les organisations de protection de la nature. En élargissant notre présence en ligne, nous avons publié une nouvelle page sur notre site internet sur les peuples autochtones du bassin du Congo dans le cadre de nos efforts continus pour sensibiliser et éduquer le public.

Révéler les crimes du militarisme vert

Au cours de l'année écoulée, nous avons poursuivi notre lutte contre une protection de la nature militarisée en couvrant les faits importants et en encourageant une plus grande visibilité des injustices auxquelles sont confrontés les peuples autochtones. Nous avons soutenu un homme batwa en République démocratique du Congo dont le fils de 17 ans a été tué par des écogardes financés par l'Allemagne. Nous l'avons aidé à déposer une plainte auprès de la WCS et du gouvernement allemand, qui tous deux soutiennent les gardes. Pour donner plus de poids à sa plainte, nous avons pu obtenir un excellent article dans le magazine d'informations *Der Spiegel*, l'un des plus grands magazines d'Europe, qui touche un large lectorat. En outre, nous avons encore davantage attiré l'attention sur ce cas en écrivant au gouvernement allemand et en rencontrant des députés allemands. Le cas de l'homme batwa et les problèmes liés à la protection de la nature dans le bassin du Congo ont été évoqués directement au sein du parlement allemand, ce qui constitue un grand pas en avant pour obtenir des gouvernements qu'ils reconnaissent les conséquences désastreuses des politiques de conservation de la nature militarisée.

La publication de notre rapport « Comment allons-nous survivre ? » généra une bonne couverture médiatique et exposa en détail les violations systématiques et généralisées des droits humains par

les gardes-chasse dans le bassin du Congo. Cette publication rassembla pour la première fois des rapports sur des cas d'abus survenus dans le bassin du Congo de 1989 à nos jours, tout en incluant des recherches d'experts indépendants et de spécialistes de la recherche.

Cette année, notre équipe juridique a activement collaboré avec des agents de l'ONU pour attirer l'attention sur les violations des droits humains commises au nom de la protection de la nature. Nous avons utilisé des éléments de preuve recueillis par nos chercheurs pour écrire au Comité contre la torture des Nations Unies au sujet du recours totalement inacceptable à la torture dans la lutte contre le braconnage au Cameroun. Nous avons appelé le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires à condamner les politiques de « tir à vue » visant directement les populations autochtones vivant dans ou autour de zones protégées, en particulier concernant la situation à Kaziranga, en Inde, où les agents forestiers peuvent tirer à vue en toute impunité. Suite à une réunion informelle avec le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme et de l'environnement, nous lui avons écrit au sujet des exécutions extrajudiciaires qui ont lieu au nom de la protection de la nature. Nous avons rencontré un ministre du département du Développement international britannique (DFID) et avons exprimé nos préoccupations concernant l'impact de la protection de la nature sur les peuples autochtones, notamment la situation des Bushmen dans la réserve de chasse du Kalahari central et des peuples autochtones en Papouasie occidentale.

La publication de l'ouvrage *The Big Conservation Lie* [Le grand mensonge de la protection de la nature] par Mordecai Ogada et John Mbaria s'est avérée un outil de campagne utile. Le livre, écrit par des experts de la conservation de la nature, corrobore notre message. Il soutient l'argument contre la nature militarisée de la protection de la nature et plaide pour la consultation et l'inclusion des peuples autochtones dans le développement de la politique de conservation. Nous avons travaillé en partenariat avec Mordecai Ogada pour promouvoir le livre et en augmenter les ventes, et avons obtenu une critique dans le magazine *CounterPunch*.

Les meilleurs gardiens de la nature

Nous avons continué de souligner le fait que les peuples autochtones sont les meilleurs défenseurs de l'environnement et que le respect de leurs droits territoriaux protège non seulement l'environnement, mais garantit également leurs droits fondamentaux. Nous avons présenté le cas lors d'événements de sensibilisation à des publics très variés, allant d'enfants en écoles primaires à des étudiants postdoctoraux. En novembre, avant la Conférence de la COP23 sur le changement climatique à Bonn, Survival a appelé à une plus grande reconnaissance par les dirigeants mondiaux du rôle crucial que jouent les peuples autochtones dans la protection de l'environnement. Nous avons suivi de près et rapporté le cas d'un vieil homme batwa en Ouganda, emprisonné pour avoir chassé une petite antilope dans une zone protégée. Il a ensuite été libéré après avoir purgé sa peine. Notre campagne a également attiré le soutien de personnalités de premier plan et nous avons déployé des efforts considérables pour renforcer notre présence en ligne. Nous avons publié de nouvelles pages web sur les cas constituant nos campagnes, fournissant une source d'informations indispensable pour consolider nos résultats de manière accessible au public.

Bushmen, réserve de chasse du Kalahari central

Cette année, davantage de Bushmen ont exercé leur droit de retourner sur leurs terres ancestrales dans la réserve de chasse du Kalahari central. Nos chercheurs ont continué à suivre de près leur situation et ont constaté une nette amélioration par rapport à il y a quelques années, le gouvernement fournissant à présent des services de base à l'intérieur la réserve.

Réserves de tigres, Inde

Tout au long de l'année, nous avons poursuivi notre lutte contre les expulsions illégales de communautés tribales et autochtones de zones protégées en Inde. Survival a accru la visibilité de cas individuels et a continué de développer et d'étendre la diffusion de nouvelles importantes. Par exemple, nous avons couvert et surveillé de près la menace d'expulsion du peuple chenчу dans la réserve de tigres d'Amrabad, où l'exploration de l'uranium a été approuvée, et nous avons assuré la couverture continue de la situation dans la réserve de tigres de Kaziranga. Nous avons constamment insisté sur ces questions et organisé une manifestation devant l'ambassade indienne de Berlin. Motivée par notre campagne, la BBC a mené sa propre enquête approfondie sur la politique du tir à

vue à Kaziranga. Survival a été interviewé pour ce reportage et, après sa diffusion, la BBC a été interdite d'entrer dans les réserves. Le film a suscité un débat intense et a attiré l'attention sur la question, contribuant ainsi à accroître la confiance des victimes locales pour dénoncer les abus auxquels elles ont été confrontées. Suite à la controverse autour du documentaire sur Kaziranga, le directeur de la réserve de Corbett Tiger, qui avait ordonné le tir à vue, a été démis de ses fonctions. Aux vues de toute l'attention que Survival et la BBC ont attiré sur la politique de tir à vue à Kaziranga, nous avons constaté que le nombre de personnes tuées avait considérablement diminué.

Nos équipes au Royaume-Uni et en Italie ont organisé la visite de Pranab Doley, un militant autochtone de Kaziranga. Nous avons organisé sa participation à divers événements prestigieux en Italie, ce qui a apporté une visibilité supplémentaire à la campagne. En élargissant notre présence en ligne, nous avons créé une nouvelle page web sur les réserves de tigres, incluant une carte interactive montrant où les peuples autochtones et tribaux sont confrontés à des expulsions illégales. Pour cela, nous avons collecté des preuves provenant de plus de 37 réserves de tigres, couvrant les deux tiers du nombre total de réserves de tigres en Inde. Amitav Ghosh, le célèbre romancier indien, a publiquement soutenu notre campagne et signé le manifeste pour un nouveau modèle de protection de la nature. Nous avons lancé un boycott touristique à Kaziranga avant d'élargir le boycott à toutes les réserves de tigres en novembre, ce qui a fait des vagues dans le monde entier.

Nous avons exercé de fortes pressions contre l'expulsion de villages spécifiques et publié un certain nombre de vidéos dans la série « Voix autochtone » ; cette série de vidéos permet aux peuples tribaux et autochtones de décrire la manière dont ils ont été menacés et harcelés pour qu'ils « acceptent » de quitter leurs forêts et d'expliquer ce qui fait d'eux les meilleurs défenseurs de l'environnement.

Autres cas

Le vol de terres est le plus grand problème auquel les peuples autochtones sont confrontés. À travers le monde, la société industrialisée vole les terres autochtones à la poursuite du profit. Ainsi se perpétuent l'invasion et le génocide qui ont caractérisé la colonisation des Amériques et de l'Australie. Mais pour les peuples autochtones, la terre, c'est la vie : elle comble tous leurs besoins matériels et spirituels. La terre leur fournit nourriture, habitat et vêtements. Elle est aussi le fondement de l'identité et du sentiment d'appartenance des peuples autochtones. Le vol des terres autochtones détruit des peuples autosuffisants et leurs différents modes de vie. Maladies, misère et suicides en sont la conséquence.

Pour assurer la survie et la prospérité des peuples autochtones, il est indispensable de leur laisser le contrôle de leurs terres. Nous faisons tout notre possible pour le leur garantir.

Détérioration de la situation pour les peuples autochtones au Brésil

La situation au Brésil est peut-être la pire depuis une génération, avec de nouvelles propositions législatives menaçant de compromettre gravement les droits territoriaux et les modes de vie des peuples autochtones. Les lois proposées, dont la PEC 215, affecteront tous les peuples autochtones au Brésil. Les changements menacent de bloquer la protection de leurs territoires et d'empêcher la reconnaissance de démarcations futures des terres. La situation est désastreuse et, d'après nos contacts sur le terrain, l'attention internationale est le seul moyen de changer les choses. Des experts locaux, des avocats et des peuples autochtones eux-mêmes nous ont informés que des projets de loi auraient facilement été adoptés et que la situation serait encore pire si Survival ne s'opposait aux tentatives de vol de terres autochtones. Nous continuons de lutter contre le lobby agroalimentaire anti-autochtone et ses efforts continus pour réduire la protection des terres autochtones afin de faciliter la construction de barrages, de mines et de camps de base militaires et de prendre possession des terres autochtones pour l'élevage, l'agriculture et l'exploitation forestière.

Jour de l'Indien

Survival a profité de la publicité autour du Jour de l'Indien au Brésil en organisant une manifestation mondiale le 19 avril (journée nationale de l'Indien au Brésil) en présence du leader guarani Ládio

Veron. La manifestation a eu lieu à l'extérieur de l'ambassade du Brésil à Londres, tandis que d'autres bureaux de Survival ont organisé des manifestations et des remises de lettres dans leurs pays respectifs. Nous avons incité nos sympathisants qui suivent Survival sur les réseaux sociaux à travers le monde à prendre des photos d'eux-mêmes avec nos pancartes et à envoyer leurs photos. Beaucoup l'ont fait, ajoutant une pression supplémentaire sur le gouvernement brésilien pour mettre fin à l'attaque contre les droits autochtones et protéger les terres des peuples autochtones.

Dongria Kondh, Inde

Survival a poursuivi la lutte contre le harcèlement policier et l'intimidation croissante subis par les Dongria Kondh aux mains du gouvernement de l'État d'Odisha. Nous avons fait connaître leur situation par le biais de diverses actions, y compris un communiqué de presse et un mail aux sympathisants appelant à une action urgente. Nous avons reçu la triste nouvelle qu'un leader dongria, Bari Pidikaka, était mort pendant sa garde à vue. Bari avait participé à notre film « Mine » en 2009, dans lequel il dit : « Nous avons besoin de gens de l'extérieur pour nous soutenir. Ensuite, nous devons nous battre. Alors nous pourrions survivre. Et nous pourrions être en charge de notre territoire. »

Guarani, Brésil

Cette année, Survival a continué de soutenir les Guarani par divers moyens. Au début de l'année, nous avons reçu un message du leader d'une communauté remerciant Survival d'avoir dénoncé les injustices auxquelles ils sont confrontés et de veiller au bien-être des Guarani. Face à l'augmentation du harcèlement et des menaces politiques, les Guarani ont décidé de redoubler d'efforts avec une série de réunions, de documents et de vidéos « Voix autochtone ». Nous avons soutenu un rassemblement de femmes guarani en septembre afin de faire pression sur le gouvernement pour les droits territoriaux. En décembre, nous avons publié la triste nouvelle concernant Creuza Guarani, retrouvée morte, probablement assassinée, sur le bord de l'autoroute. Elle avait refusé de quitter la terre réoccupée malgré de nombreuses menaces de mort.

VOIX AUTOCHTONE

Le projet Voix autochtone de Survival offre des outils de communication à des peuples autochtones isolés, leur permettant ainsi de dénoncer les gouvernements, les multinationales et tous les autres qui essaient de les réduire au silence.

Nous avons atteint notre objectif d'accroître la présence de notre projet « Voix autochtone » dans nos matériels d'éducation, de sensibilisation et de publicité en faisant figurer de façon de plus en plus visible les paroles et opinions de personnes autochtones. Nous avons créé et diffusé une vidéo d'information destinée aux publics autochtones et tribaux, les encourageant à nous envoyer leurs clips vidéo et expliquant que le projet pouvait leur servir de plateforme pour raconter leurs histoires avec leurs propres mots et faire entendre leurs voix autour du monde. Pour la première fois, nous avons présenté des vidéos « Voix autochtone » dans des mails appelant à une action urgente de la part des sympathisants, y compris des vidéos des Gardiens de l'Amazonie, qui nous disent qu'ils sont heureux de pouvoir parler directement aux sympathisants.

Nous avons reçu notre première vidéo de la part des Awá, qui racontent les difficultés auxquelles leur peuple doit faire face alors que des pêcheurs et des chasseurs envahissent illégalement leurs terres. Notre vidéo de Beto Marubo fut le premier clip enregistré lors d'une expédition de surveillance d'Indiens non contactés en Amazonie. La vidéo a été un énorme succès sur les réseaux sociaux et a déjà été regardée plus de 40.000 fois en portugais. Beto et son peuple nous ont envoyé ce message : « Wow, il y a tellement de personnes qui ont vu la vidéo. C'est vraiment important pour nous. Cela signifie que [les informations sur] la situation ne restent pas seulement ici, coincées dans le Javari. »

MÉDIAS ET SENSIBILISATION

La décision sans précédent des autorités suisses d'accepter la plainte déposée par Survival en raison de la violation par le WWF des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales a reçu une très grande attention médiatique. Survival a veillé à ce que l'affaire soit couverte dans de nombreuses publications imprimées et en ligne en France et à l'étranger parmi lesquels *Le Monde*, qui a publié plusieurs articles à ce sujet.

Les articles écrits par les équipes de Survival ont été publiés dans une grande variété de magazines en ligne et imprimés, notamment un article de notre directrice dans *France Ouest* sur la situation des Sentinelles en Inde, un article sur le WWF et la chasse aux trophées dans *Reporterre*, ainsi que d'autres articles dans *CounterPunch*, *TruthOut* et *Alternet*. Nous avons également obtenu la publication d'articles écrits par nos éminents ambassadeurs, tels que l'actrice Gillian Anderson et l'acteur Sir Mark Rylance.

Le rapport de Survival sur la politique du « tir à vue » appliquée dans le parc national de Kaziranga en Inde, et qui a causé des dizaines de morts, a reçu un élan considérable après que la BBC se soit intéressée à cette histoire et ait préparé son propre rapport détaillé. Les révélations ont provoqué un tollé en Inde, où le sujet a été couvert sur la durée dans tous les secteurs de la presse. La BBC a par la suite reçu l'interdiction de filmer dans les réserves de tigres du pays pendant cinq ans, ce qui témoigne de la sensibilité des autorités à l'égard de ce problème. La controverse a suscité énormément de discussions en ligne au sein de la communauté de la protection de la nature, ce qui augure peut-être d'un premier pas vers une acceptation plus large parmi les défenseurs de l'environnement que les exécutions extrajudiciaires n'ont pas leur place dans les pratiques modernes de protection de la nature.

Une manifestation organisée par notre bureau allemand devant l'ambassade indienne à Berlin, coïncidant avec la visite du Premier ministre indien, a fait la une du *Times of India*, le plus grand journal en Inde. Nous avons régulièrement ciblé les médias en ligne traitant de protection de la nature dans le cadre de notre campagne « Gardiens de la nature », et ce avec un succès considérable – de nombreuses publications de premier plan telles que *Mongabay*, *The Ecologist* et *Sierra Club* ont fréquemment inclus notre point de vue dans leurs rapports.

Nous avons travaillé dur pour faire en sorte que notre campagne pour le respect des droits des peuples non contactés soit couverte à l'échelle internationale. Deux cas en particulier – les Sentinelles de la mer d'Andaman et les peuples non contactés de la vallée de Javari au Brésil – ont bénéficié d'une vaste couverture médiatique mondiale grâce aux efforts de notre service de relations presse. Dans le deuxième cas, de terribles rapports d'un massacre ayant causé la mort de jusqu'à dix membres d'un peuple dans la région ont fait les unes du monde entier. Ce type de publicité a été un outil essentiel pour exercer une pression sur les autorités brésiliennes afin qu'elles mènent une enquête approfondie.

Cette année encore, nous avons organisé notre concours photo, invitant le public à contribuer aux images de notre calendrier annuel. Une fois de plus, nous avons assuré une large couverture médiatique de la compétition dans la presse spécialisée.

Reconnaissant l'importance de la sensibilisation de nouveaux publics aux menaces auxquelles sont confrontés les peuples autochtones, nous avons en 2017 notamment présenté notre campagne « Gardiens de la nature » lors du colloque « Biodiversité et Culturodiversité », organisé par AgroParisTech. Lors de tous les événements où nous avons été présents, nous avons distribué des brochures et fait circuler des formulaires afin d'encourager le public à souscrire à notre bulletin d'information numérique, ce qui nous a permis d'attirer un grand nombre d'abonnés supplémentaires. Ces événements nous ont permis de rencontrer des centaines de nouveaux sympathisants potentiels et de faire connaître les menaces qui pèsent sur les peuples autochtones.

L'une de nos chercheuses a été invitée à parler des peuples non contactés lors d'un événement TEDx. La vidéo de son intervention a ensuite été sous-titrée en plusieurs langues et publiée sur YouTube.

SYMPATHISANTS

Survival est un mouvement mondial qui doit la force de ses campagnes à ses milliers de sympathisants. Nous dépendons d'eux. Quelle que soit la forme de leur soutien – verser un don, organiser une collecte de fonds, passer commande sur l'une de nos boutiques, participer à des campagnes de lobbying par mail, prendre part aux manifestations ou partager nos informations sur les réseaux sociaux –, ce sont leur soutien financier, leur énergie et leur enthousiasme qui nous permettent de combattre l'une des crises humanitaires les plus urgentes et les plus terribles de notre époque.

Le nombre de donatrices et de donateurs réguliers (ayant mis en place un don mensuel, trimestriel ou annuel) a augmenté de 7% : en 2017, 529 personnes nous ont soutenu de cette façon.

Collecte de fonds

Nous avons lancé plusieurs appels à dons en 2017, dont un pour les Guarani et un autre pour les peuples non contactés ; nous avons accompagné ce dernier de notre nouvelle brochure, fraîchement imprimée, présentant la campagne « Peuples non contactés » et proposé aux donatrices et donateurs de Survival de leur envoyer davantage d'exemplaires pour qu'ils les distribuent auprès de leur entourage et contribuent à relayer l'information sur nos campagnes et nos appels à dons.

ORGANISATION, GESTION ET GOUVERNANCE

STRUCTURE

Survival est une organisation mondiale à but non lucratif qui a pour objectif d'aider les peuples autochtones à défendre leurs vies, à protéger leurs terres et à déterminer leur propre avenir. L'organisation comprend un secrétariat international établi à Londres et six bureaux nationaux situés en France, en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas, en Espagne et aux États-Unis. Le bureau italien dépend directement du siège central de Londres. Tous les autres bureaux sont régis par les lois relatives aux associations à but non lucratif de leurs pays respectifs et leur utilisation du nom et du logo de Survival est soumise à l'autorité du conseil. À l'exception de l'Italie, dont les comptes sont consolidés dans ceux du siège et dont les résultats sont inclus dans les rapports de gestion consolidés, chaque bureau publie ses comptes séparément.

GESTION ET GOUVERNANCE

Survival est inscrite sous le nom de Survival International France comme association Loi de 1901, reconnue d'utilité publique depuis 2007 et régie par des dispositions statutaires. Survival International France et ses diverses composantes sont dirigés par un conseil d'administration et un bureau exécutif. Les membres du conseil sont les administrateurs de l'organisation. Ses membres sont choisis pour leur compétence et leur expérience dans les domaines concernés, ainsi que pour leur soutien aux objectifs de Survival. Ils sont élus pour des mandats de trois ans par les membres existants du conseil. Le conseil se réunit au moins deux fois par an. Le conseil est chargé de surveiller les activités de l'organisation, de superviser sa gouvernance et de s'assurer qu'elle remplit ses objectifs.

RAPPORT FINANCIER

Le compte de résultat ci-dessous permet d'offrir une visibilité globale sur les sommes collectées par l'association et de comprendre comment elles sont utilisées dans le contexte de notre structure nationale. Il atteste de la sincérité et de la comptabilité avec les documents comptables fournis à notre commissaire aux comptes. L'excédent de l'exercice est de 96 030 euros contre 58 979 euros en 2016.

SURVIVAL INTERNATIONAL France

18 rue Ernest et Henri Rousselle
75013 PARIS

COMPTE DE RESULTAT au 31/12/2017

Exercice 01/01/2017 au 31/12/2017

	Exercice 2017	Exercice 2016
Produits d'exploitation		
707001 Catalogues membre/non membres	0,00	665,70
707003 Vente boutique	0,00	1 817,94
708500 Ports et frais accessoires facturés	0,00	-42,40
708805 Vente libre Ethnies/ par ethnies	0,00	199,90
708808/21 Campagnes Bushman/PCK/Awa/NYX/PP2/RHT	0,00	15 199,00
756020/110 Adhésions tarif réduit/mbres actifs/mbres bienfaiteurs	0,00	3 375,00
758000 Produits divers de gestion courante	0,00	-15,00
758100 Dons réguliers	109 795,86	147 374,04
758200 Dons ponctuels	62 346,95	0,00
758500 Legs	1 000,00	0,00
781730 Stocks et en-cours	0,00	7 918,90
791000 Transfert de charges d'exploitation	-1 078,60	3 208,60
Total I	172 064,21	179 701,68
Charges d'exploitation		
Achats		
601000 Achats matières premières	104,75	0,00
603700 Variation stock de marchandises	492,12	8 386,20
605000 Achat matériel , équipement	243,74	0,00
606100 Fournitures non stockées	923,24	852,02
606300 Fournitures entretien & petit équipement	649,10	631,99
606400 Fournitures administratives	362,57	883,40
606500 Achats speciaux relatifs à l'activité	0,00	0,00
606800 Autres matières et fournitures	0,00	0,00
607000 Achat de marchandises	0,00	793,38
Autres charges externes		
611000 Sous traitance	106,00	308,36
611001 Gestion de la Paie	350,00	332,00
611002 Gestion de la Comptabilité	3 055,00	2 869,00
613200 Locations immobilières	13 036,80	13 498,74
613500 Locations mobilières	1 946,71	163,51
614000 Charges locatives	3 867,45	813,05
615000 Entretien et réparations	0,00	0,00
615200 Entretien et réparations sur biens immobiliers	0,00	1 672,07
616100 Assurance	433,72	510,67
618100 Documentation générale	0,00	98,74
622600 Honoraires	2 200,00	2 154,05
623000 Publicité publications relations publiques	2 478,19	0,00
623100 Annonces et insertions	0,00	120,00
623400 Cadeaux à la clientèle	0,00	0,00

623600	Imprimés et catalogues	3 621,84	2 082,46
624100	Transport sur achats	0,00	19,20
625100	Voyages et déplacements	489,73	207,10
625600	Missions	1 640,00	5 328,80
625700	Réceptions	124,62	76,50
626100	Frais postaux	1 599,44	5 792,09
626200	Téléphone	2 066,05	1 178,91
626300	Internet	432,95	253,88
627000	Services bancaires	553,09	2 160,91
628100	Concours divers cotisations	96,72	31,44
628101	Cotisations Londres	0,00	10 000,00
628102	Abonnement services bancaires	2 185,30	433,90
631300	Formation professionnelle	344,00	37,09
635000	Autres impôts taxes versements assimilés	124,21	2 845,65
641100	Salaires	20 250,00	39 329,62
641200	Congés payés	495,00	-2 872,75
641300	Primes	1 350,00	0,00
641400	Indemnités et avantages divers	0,00	741,13
641410	Prise en charge transport	0,00	666,50
641420	Tickets restaurants	270,00	1 629,00
645100	Cotisations Urssaf	6 159,32	11 030,68
645200	Cotisations aux mutuelles	149,51	584,00
645300	Cotisations Retraite	1 263,50	2 406,34
645400	Cotisations Pôle Emploi Services	918,04	1 473,58
645800	Cotisations autres organismes sociaux	198,00	0,00
651100	Redev. Concess. Brev. Lic. Marq.	9,00	74,04
658000	Charges div. de gestion	10,09	0,00
671300	Dons, libéralités	0,00	20,00
681120	Dotation aux amortissements immobilisations corp	2 115,62	2 007,15
681730	Dotation provision stock	0,00	0,00
	Total II	76 715,42	121 624,40
I- RESULTAT D'EXPLOITATION	(I-II)	95 348,79	58 077,28
Frais financiers		0,00	0,00
Produits financiers		681,20	843,12
	Total III	681,20	843,12
II- RESULTAT FINANCIER	(III)	681,20	843,12
Produits exceptionnels		0,00	60,00
Reprise sur provision		0,00	0,00
Charges exceptionnelles		0,00	-1,50
Impôts sur les sociétés		0,00	0,00
	Total IV	0,00	58,50
III - RESULTAT EXCEPTIONNEL	(IV)	0,00	58,50
ENGAGEMENT A REALISER SUR SUBVENTION ATTRIBUEE		0,00	0,00
REPORT DES RESSOURCES NON UTILISEES SUR EX.ANTERIEUR		0,00	0,00
	EXEDENT ou INSUFFISANCE	96 029,99	58 978,90